

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 27 mars 2017

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**50 2016.RRGR.854 Motion 166-2016 Haas (Bern, PLR)
PDE-Logement: garantir la qualité du développement de l'habitat**

N° de l'intervention: 166-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 05.09.2016
Déposée par: Haas (Berne, PLR) (porte-parole)
Costa (Langenthal, PLR)
Saxer (Gümligen, PLR)
Cosignataires: 11
N° d'ACE: 179/2017 du 22 février 2017
Direction: Direction de la justice, des affaires
communales et des affaires ecclésiastiques

PDE-Logement: garantir la qualité du développement de l'habitat

Le Conseil-exécutif est chargé:

1. de lancer un programme PDE-Logement pour assurer le développement du milieu bâti dans le domaine du logement et de soutenir les communes dans l'élaboration de bases et de plans pour la construction de logements présentant un intérêt pour le canton en leur accordant des subventions cantonales et en prenant des mesures de coordination; l'accent sera mis sur les projets d'urbanisation interne de qualité qui figurent dans le plan directeur cantonal ou dans les conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU);
2. de demander au Grand Conseil les ressources nécessaires au versement des subventions cantonales dans le cadre du programme PDE-Logement avec le prochain crédit-cadre 2020 à 2023 relatif à l'aide financière du canton aux mesures prises et aux indemnités versées dans le cadre de l'aménagement du territoire;
3. de désigner un secrétariat PDE-Logement à la JCE, la Direction compétente, qui coordonnera l'activité de l'administration dans ce domaine avec les communes et les investisseurs, favorisant ainsi les investissements dans le secteur du logement.

Développement:

L'utilisation de terres cultivables, et donc le classement de nouvelles parcelles en zone à bâtir, étant très restreints, la loi fédérale sur l'aménagement du territoire révisée oblige les autorités de planification à diriger l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti. Avec ce changement de paradigme dans l'aménagement du territoire, les exigences à remplir pour poursuivre l'urbanisation tout en conservant l'attrait du canton de Berne ne vont cesser d'augmenter. En effet, il faudra résoudre des situations souvent délicates et concilier des intérêts divergents, voire opposés.

L'urbanisation interne réclamée ne peut être atteinte que si l'évolution urbaine souhaitée et nécessaire dans le domaine du logement a effectivement lieu sur des sites adaptés en termes d'aménagement du territoire. C'est pourquoi il faut aussi soutenir et encourager activement la construction de logements, comme on le fait déjà avec le Programme PDE-Economie, un programme qui marche bien. Le fait d'offrir suffisamment de logements modernes revêt une importance économique considérable pour le canton de Berne. Il peut ainsi combattre son déficit de pendulaires (et donc réduire la charge fiscale des personnes physiques) et motiver des contribuables à s'installer sur son territoire.

Ce défi ne se pose pas seulement aux villes et aux communes de grande taille, mais dans la même mesure aux petites et moyennes communes qui souffrent souvent d'une désertification de leur cen-

tre et qui, en raison des nouvelles règles de l'aménagement du territoire, ne peuvent pas classer de nouvelles parcelles en zone à bâtir.

La présente motion vise à soutenir les communes qui se lancent dans des projets d'urbanisation à l'intérieur du milieu bâti à l'aide d'un programme PDE-Logement. L'idée n'est pas de proposer un nouveau concours PDE-Logement (ce qui était le cas de la motion Mentha, adoptée sous forme de postulat à la session de novembre 2015), mais de participer au financement de bases et de plans des communes, ce que les prescriptions légales existantes permettraient (ordonnance sur le financement de l'aménagement).

Lorsque nous parlons de bases de planification des régions et du canton, nous pensons avant tout au plan directeur cantonal et aux conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU). En se concentrant sur les domaines qui y figurent déjà, on est sûr que ces projets de logement de portée cantonale et qui contribuent au développement urbain et économique du canton dans le sens souhaité recevront un soutien financier.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif peut accepter la demande formulée sur le fond dans l'intervention, du point de vue de l'aménagement du territoire. La motion souhaite que le canton soutienne, au moyen de subventions et de mesures en matière de coordination, l'établissement de bases et de plans communaux pour la construction de logements dans l'intérêt du canton en vue d'assurer le développement du milieu bâti dans le domaine du logement. Le contenu de l'intervention recoupe les objectifs de la politique cantonale en matière d'aménagement. Favoriser l'urbanisation interne et promouvoir les pôles d'urbanisation d'importance cantonale consacrés au logement constituent en effet deux objectifs centraux du plan directeur cantonal (mesures A_07 et A_08). Pour atteindre ces objectifs, les communes doivent être soutenues au moyen d'informations sur le territoire, de bases méthodologiques et d'outils sur l'urbanisation interne. Un bureau de l'urbanisation interne a d'ailleurs été créé au sein de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT), qui est compétent en la matière, dans le but d'assurer la coordination autour du thème de l'urbanisation interne. S'agissant de la promotion des pôles d'urbanisation d'importance cantonale consacrés au logement, le canton soutient les démarches relevant du droit de l'aménagement et s'engage en faveur de la réalisation de tels pôles auprès des communes et des propriétaires fonciers. L'OACOT assume ces tâches dans la limite des ressources disponibles.

Le Conseil-exécutif est lui aussi d'avis que les ressources requises pour le versement de subventions cantonales doivent être mises à disposition par l'intermédiaire d'un crédit-cadre relatif à l'aide financière du canton aux mesures prises et aux indemnités versées dans le cadre de l'aménagement du territoire. Afin que des moyens adaptés à l'importance de la tâche puissent être alloués dans le crédit-cadre pour les années 2020 à 2023, il entend mettre la priorité sur les tâches relevant de l'aménagement cantonal du territoire. La présente intervention lui servira de base à cet égard. Il propose par conséquent d'adopter le chiffre 2.

Le lancement d'un programme spécifique «PDE-Logement» ainsi que la désignation d'un secrétariat «PDE-Logement» créeraient de nouvelles tâches, que l'OACOT, en tant qu'office compétent au sein de la JCE, n'a pas les moyens d'assumer, au vu des ressources actuellement disponibles. Il lui faudrait en effet des moyens supplémentaires. Compte tenu de la situation financière actuelle (programme d'allégement en cours d'élaboration), le Conseil-exécutif ne peut accepter de nouvelles tâches et doit donc rejeter les chiffres 1 et 3 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: Rejet

Chiffre 2: Adoption

Chiffre 3: Rejet

Le président. Wir führen eine freie Debatte.

Adrian Haas, Berne (PLR). 50 von 350 Gemeinden können künftig keine Einzonungen mehr vornehmen. Im Rahmen der Baugesetzrevision haben wir hier im Rat zusätzlich noch verschärfte Schutzbestimmungen für Fruchtfolgeflächen erlassen. Zusammen mit den Vorgaben des neuen

Raumplanungsgesetzes und der Richtplanung führt alles zusammen dazu, dass die bauliche Entwicklung künftig schwergewichtig innerhalb des bestehenden Siedlungsgebiets erfolgen muss. Die so genannte Siedlungsentwicklung nach innen funktioniert nur, wenn die zuständigen Gemeinden und der Kanton über das notwendige Know-how und die notwendigen Ressourcen in qualitativer, aber auch quantitativer Hinsicht verfügen, um die vielen in der Siedlungsentwicklung nach innen bestehenden Widerstände und Hindernisse zu überwinden. Es kommt nicht von ungefähr, dass Regierungsrat Neuhaus im Geschäftsbericht 2016 bei den Risiken des Kantons schreibt: «Für das wirtschaftliche Fortkommen des Kantons besteht diesbezüglich ein beträchtliches Risiko». Nämlich jenes, dass keine Entwicklungsmöglichkeiten mehr bestehen. Kanton und Gemeinden werden also ihr Hauptgewicht auf die Siedlungsentwicklung nach innen legen müssen. Der Kanton hat das teilweise bereits gemacht, es ist nicht ganz neu. Auf Seite 3 der Antwort zum Vorstoss schreibt der Regierungsrat, er habe eine Koordinationsstelle oder eine so genannte Geschäftsstelle zum Thema Siedlungsentwicklung nach innen eingerichtet. Das entspricht dem Anliegen von Ziffer 3 meines Vorstosses. Mir ist es gleichgültig, wie diese Stelle genannt wird, aber wichtig ist, dass sie existiert. In meinem Vorstoss steht «zu bezeichnen» und nicht etwa «zu schaffen». Damit bringt der Vorstoss klar zum Ausdruck, dass es sich nicht um eine neue Stelle handelt, sondern um eine bestehende. Diesbezüglich wurde ich offensichtlich etwas falsch verstanden.

Was verlangt der Vorstoss? Er verlangt keine neue Aufgabe, sondern die Bildung eines Schwerpunkts, und er verlangt, dass dieser dann im «Rahmenkredit für Leistungen des Kantons an Massnahmen und Entschädigungen im Interesse der Raumplanung» berücksichtigt wird. Wir haben ja bereits den Rahmenkredit 2016–2019 erlassen und es kommt dann ab 2020 der nächste. Und die Idee wäre, dass man diese Schwerpunktbildung in diesem Rahmenkredit ab 2020 berücksichtigen würde. Lustigerweise ist der Regierungsrat bereit, Ziffer 2, eben diesen Rahmenkredit, entsprechend auszugestalten.

Ziffer 1 verlangt eine Art Programm für die Siedlungsentwicklung nach innen. Im Prinzip gibt es das bereits, nämlich mit der Richtplanung und mit den RGSK. Damit werden ja die wichtigen Gebiete bezeichnet, wo eine Siedlungsentwicklung nach innen stattfinden soll. Die ganze Geschichte befindet sich eigentlich auf dem Schlitten, und ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie diese Motion integral unterstützen würden.

Le président. Ich habe noch vergessen zu sagen, wie der Regierungsrat zu diesem Vorstoss steht. Er empfiehlt Ziffer 1 zur Ablehnung, Ziffer 2 zur Annahme und Ziffer 3 zur Ablehnung. Wir werden ziffernweise abstimmen. Jetzt ein Wort an alle Zuhörer beim Audiostream: Ich richte an die Leute der Verwaltung einmal ein grosses Dankeschön, denn sie müssen immer genau zuhören um zu merken, wann der Wechsel der Direktionen stattfindet, damit sie ihrem Vorgesetzten mitteilen können, dass er ins Rathaus gehen soll. Noch eine Mitteilung an die VOL: Aufgrund der Anmeldeliste ist absehbar, dass wir heute die Geschäften dieser Direktion nicht mehr beraten werden. Wir werden heute einfach noch das Geschäft zu Ende behandeln, das wir gerade diskutieren. Der kommende Mittwoch wird als Sitzungstag ausfallen, wir werden ihn nicht mehr benötigen. Wir liegen gut im Zeitplan, aber ich bitte Sie, den Abend von morgen Dienstag noch einzuplanen. Wir werden morgen solange arbeiten, bis wir fertig sind.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Für diesen Vorstoss haben wir grosses Verständnis. Mit dem neuen Raumplanungsgesetz, aber auch mit den neuen baurechtlichen Vorschriften, die wir hier im Parlament beraten haben, werden enorm grosse Aufgaben auf unsere Gemeinden und unsere Regionen zukommen, um die Forderung nach der Siedlungsentwicklung nach innen umzusetzen. Aber wir haben bei diesem Vorstoss auch ein weinendes Auge: Nämlich dort, wo es darum geht, mehr Geld zu sprechen. Im Gegensatz zum Motionär, der Ziffer 1 dahingehend erläutert hat, es gehe nur darum, das Programm, das bereits im Raumplanungsrecht und im Richtplan definiert ist, weiterzuführen, haben wir Ziffer 1 so verstanden, dass mehr Staatsbeiträge und koordinative Massnahmen gefordert werden. Aus unserer Sicht ist es ausserordentlich schwierig, in diesem Parlament Forderungen an den Staat zugunsten von ich weiss nicht was allem zu stellen, und dann gleichzeitig im Parlament zu fordern, dass der Staat weniger Geld bekommen soll. Aus diesem Grund haben wir uns mit dieser Ziffer sehr schwergetan, und die Mehrheit meiner Fraktion lehnt sie ab.

Gemäss der Begründung von Adrian Haas geht es bei diesem Vorstoss vor allem darum, im bestehenden Kreditrahmen zugunsten der Gemeinden Prioritäten zu setzen, damit sie in der Lage sind, die Siedlungsentwicklung nach innen zu vollziehen. Das betrifft vor allem Ziffer 2. Wie der Regie-

rungsrat können auch wir dieser Ziffer zustimmen. Aber dieser Kredit ist für die Planungsaufgaben der Regionen und der Gemeinden bestimmt. In diesem Parlament müssen wir uns ganz klar bewusst sein, dass die Regionen weniger bekommen werden, wenn wir die Prioritäten Richtung Gemeinden setzen, wie das hier steht; es sei denn, der Kreditrahmen wird erhöht. Das funktioniert nur in diesem Fall. Also all diejenigen hier im Saal, die der Überzeugung sind, dass die Regionen im regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungsentwicklungsgebiet eine der wichtigsten Planungsebenen sind, müssen aufpassen, wenn sie diese Ziffer überweisen. Denn das hätte zur Folge, dass die Regionen weniger bekommen. Das hat nichts zu tun mit den Regionalkonferenzen, sondern mit den Regionen, welche die RGSK erstellen.

Wie Adrian Haas erläutert hat, wurde die unter Ziffer 3 geforderte Koordinationsstelle im AGR bereits bezeichnet. Deshalb können wir dieser Ziffer zustimmen. Ich beantrage jedoch, diese Ziffer gleichzeitig abzuschreiben, weil sie ja offensichtlich bereits erfüllt ist.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Wir stehen in der Raumplanung vor einem grossen Paradigmenwechsel. Wenn wir die hochgesteckten Ziele des haushälterischen Umgangs mit dem Boden wirklich erreichen wollen, braucht es in der Raumplanung unbedingt eine Siedlungsentwicklung nach innen, so wie das neu im Raumkonzept, in der Strategie Siedlung, im Richtplan 2030 und im neuen Baugesetz vorgesehen ist. Es braucht ein Umdenken weg von der Siedlungsentwicklung nach aussen. Das bedingt andere Planungsvoraussetzungen und entsprechende Tools. Und es bedingt vor allem sehr grosse Anstrengungen sämtlicher Beteiligten. Die EVP lehnt die erste Ziffer der Motion ab. Es braucht nicht noch ein zusätzliches Programm ESP Wohnen. Der Schwerpunkt ist hier nicht richtig gesetzt. Unterstützung brauchen nicht in erster Linie Projekte, die in den kantonalen Richtplan oder in das Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept aufgenommen worden sind. Diese Projekte sind meist bereits professionell aufbereitet und kommen wahrscheinlich auch ohne ein spezielles Programm wie ESP Wohnen zum Fliegen.

Hilfe und Unterstützung brauchen hingegen vor allem kleinere Gemeinden, damit sie die heutigen Planungsgrundlagen zur Realisierung von Projekten für die Siedlungsentwicklung nach innen aufbereiten können. Die Gemeinden stehen hier vor sehr grossen Herausforderungen. Verfügbarkeit des Bodens, Eigentumsverhältnisse, aber auch Ängste vor Veränderungen im Dorfbild können einer erfolgreichen Verdichtung im Wege stehen. In Zusammenarbeit mit Behörden, Planern, Eigentümern und Architekten müssen neue kreative Lösungen angedacht und umgesetzt werden. Es braucht eine gute Planung, Information, Beratung, Sensibilisierung und vor allem Überzeugungsarbeit. Und es gilt, die bestehenden Potenziale für die Siedlungserneuerung zu nutzen. Dazu können eine gute fachliche, planerische und juristische Beratung, ja ein Coaching durch den Kanton sehr hilfreich sein. Gerade in diesem Bereich soll das AGR, insbesondere die Geschäftsstelle Siedlungsentwicklung nach innen, eine wichtige Rolle übernehmen. In diesem Sinn unterstützt die EVP-Fraktion Ziffer 2 der Motion. Es braucht in diesem Bereich zwingend mehr finanzielle Mittel und Ressourcen, wenn wir die grossen Ziele der Siedlungsentwicklung nach innen erreichen und die Gemeinden effizient unterstützen wollen.

Hingegen lehnen wir Ziffer 3 der Motion ab. Es muss nicht zusätzlich eine Geschäftsstelle ESP Wohnen geschaffen werden. Die Geschäftsstelle Siedlungsentwicklung nach innen genügt hier vollends. Vielmehr wäre es sinnvoll, die Ressourcen der bereits bestehenden Geschäftsstelle aufzustocken. Wir hoffen jedoch, dass dieses Anliegen mit der Überweisung von Ziffer 2 der Motion bereits erfüllt werden kann. Die EVP lehnt also, wie die Regierung, die Ziffern 1 und 3 ab und stimmt Ziffer 2 zu.

Marianne Dumermuth, Thoune (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt den drei Ziffern zu. Wir sehen das Ganze im Moment etwas pragmatischer. Die Anpassungen im Richtplan waren in der Vernehmlassung und es wurde geprüft, welche bestehenden ESP nicht nur fürs Arbeiten, sondern auch fürs Wohnen geeignet sind. Von daher braucht es keine neuen ESP mehr, vielmehr wird der Schwerpunkt etwas verlagert. Dies im Sinne einer guten Durchmischung von Arbeiten und Wohnen. Das entspricht durchaus einer zeitgemässen Raumplanungspolitik. Wir begrüssen das sehr. Ein ESP hat bereits gemäss Definition kantonale Bedeutung. Somit haben auch die Vorhaben fürs Wohnen in einem bestehenden ESP kantonale Bedeutung. Damit übernehmen die Gemeinden eine wichtige Funktion im kantonalen Wohnungsbau und in der kantonalen Siedlungsentwicklung. Da die Gemeinden das machen, sind sie auch auf Unterstützung angewiesen, genauso wie sie auch bei den Studien in Bezug auf das Arbeiten auf Unterstützung angewiesen waren. Von daher sollte das alles bereits mit der bestehenden Planungsfinanzierungsverordnung möglich sein.

Die Verkomplizierung ist allerdings auffällig. Ich möchte sogar von einer gewissen Bürokratie sprechen, die jetzt mit der Anpassung des Richtplans gefordert wird, indem man den Nachweis erbringen muss, warum man in einem geeigneten, vom Kanton bezeichneten ESP zusätzlich das Wohnen einbringen will. Es ist nicht nachvollziehbar, warum dazu so viele Studien gemacht werden müssen. Denn wenn ein Entscheid des Kantons Priorität hat und geeignet ist, sollten die Gemeinden nicht noch Studien zur Siedlungsentwicklung nach innen nachliefern müssen.

Zu Ziffer 2 habe ich mich bereits geäußert, wir nehmen sie an, denn wir gehen davon aus, dass die Unterstützung bereits mit der aktuellen Planungsfinanzierungsverordnung gewährleistet ist.

Bei Ziffer 3 gab es offenbar ein Missverständnis. Es braucht keine neue Stelle, aber eine gute Koordination, und dafür gibt es ja bereits eine halbe Stelle ESP sowie eine Geschäftsstelle Siedlungsentwicklung nach innen.

Markus Aebi, Hellsau (UDC). Wenn man dem AGR neue Aufgaben übergeben will, die nötigen Mittel dazu aber nicht bereitstellt, führt dies nur zu einer Verzettelung der bisherigen Aufgaben. Im Richtplan sind 13 Standorte für ESP Wohnen vorgesehen. Diese wurden bereits 2012 mit einem Wettbewerb auserkoren. Es ist allen klar, dass das revidierte Raumplanungsgesetz, der Richtplan 2030 und die RGSK der Regionen für die Gemeinden eine grosse Herausforderung darstellen. Die Verdichtung nach innen wird die Baubehörden der Gemeinden in den kommenden Jahren intensiv beschäftigen. Eine Unterstützung durch das AGR ist nötig. Dies insbesondere in ländlichen Gemeinden, wo die Baubehörden nicht die gleiche Professionalität haben wie in städtischen Agglomerationen. Zu diesem Zweck hat das AGR eine Geschäftsstelle eingerichtet, «Siedlungsentwicklung nach innen» genannt. Das ist der richtige Ansatz, um dieses Problem zu lösen. Diese beiden Aspekte dürfen nicht miteinander verwechselt werden. ESP Wohnen hat nur bedingt mit der Siedlungsentwicklung nach innen zu tun. «Nur» für diese 13 Standorte eine neue Geschäftsstelle aufzubauen, ist für die Mehrheit der SVP zwar wünschenswert, aber nicht nötig. Das AGR sollte sich vor allem auf seine Kernaufgaben konzentrieren, nämlich die hängigen Baubewilligungsverfahren möglichst rasch zu bearbeiten. Entsprechend lehnt die SVP mehrheitlich Ziffer 1 ab. Ziffer 3 lehnt sie ebenfalls ab. Ziffer 2 wird sie annehmen. Ein Postulat würde die SVP mehrheitlich unterstützen.

Le président. Bevor ich das Wort weitergebe, möchte ich Ihnen eine Delegation aus Libyen vorstellen. Sie befindet sich auf Einladung des EDA in der Schweiz und auch für eine gewisse Zeit im Kanton Bern. Diese Delegation interessiert sich für unser politisches System des Föderalismus und des Minderheitenschutzes. Sie wird von unserem Generalsekretär Patrick Trees über dieses Thema informiert. In den kommenden Tagen wird sie auch das Seeland besuchen, die Stadt Biel und die Gemeinden Wohlen und Herzogenbuchsee, bevor es dann nach Genf weitergeht. I welcome a delegation from Lybia. The delegation will discuss matters of our political system of foederalism and the protection of minorities. The delegation will visit the Seeland, the town of Bienne and the governments of Wohlen and Herzogenbuchsee before they will leave for Geneva. I hope you will have a interesting stay in our beautiful canton of Berne and in Switzerland. (*Applaudissements*).

Beat Giaunque, Ittigen (PLR). Die FDP freut sich, dass bei Ziffer 2 keine Differenz zur Regierung besteht und diese Ziffer vermutlich angenommen wird. Enttäuscht sind wir aber mit der Antwort des Regierungsrats bei den Ziffern 1 und 3. Wir haben den Eindruck, dass der Regierungsrat die Motionäre falsch verstanden hat und über die beiden Stichworte «Staatsbeiträge» und «Geschäftsstelle» gestolpert ist. Selbstverständlich wünscht sich die FDP keine zusätzlichen Ausgaben oder zusätzlichen Stellen oder Bürokratie. Vielmehr wollen wir mehr Gewicht für das Anliegen ESP Wohnen durch interne Umlagerungen oder durch die Nutzung bestehender Strukturen und Mittel, die in der Verwaltung bereits vorhanden sind.

Das revidierte eidgenössische Raumplanungsgesetz hat neue Verhältnisse geschaffen, das ist eine Tatsache. Einzonungen sind praktisch undenkbar oder tabu, oder es ist sehr schwierig, sie zu realisieren, und die Verdichtung nach innen ist das Gebot der Stunde. Ortskerne weisen jedoch oft komplizierte Besitzverhältnisse auf. Es gibt dort viele Akteure, private Personen, aber auch öffentliche Stellen, Verkehrsträger, nicht nur von Seiten der Gemeinde sondern auch vom Kanton und möglicherweise auch vom Bund. Und auch die Denkmalpflege oder die Ortsbildschutzkommissionen sind gefordert. Ich erinnere mich an meine Zeit als Gemeindepräsident bis 2015. Bereits damals haben wir im Rahmen der ESP sehr komplizierte Verfahren gemeinschaftlich gelöst und konnten letztendlich für die Qualität, für die Abläufe und die Komplexität Lösungen finden. Damals ging es vor allem um Arbeitszonen. Das war letztlich auch ein Zeitgewinn. Im Wohnbereich wird es noch

anspruchsvoller, weil es hier noch spezieller um Lärmfragen, Freiräume sowie um Anliegen von Kindern und Familien geht. Das ist eben nicht nur in städtischen Gemeinden der Fall, sondern auch im ländlichen Raum. Ich verweise auf einen Anlass, der in der vergangenen Woche stattgefunden hat, dem Dialog am Mittag. Frau Professorin Heike Mayer informierte uns über Akteure und Erfolgsfaktoren der Regionalentwicklung. Sie hat uns aufgezeigt, dass es trotz Bevölkerungswachstum regionale Disparitäten gibt und dass vor allem im ländlichen und im alpinen Raum die Entvölkerung weitergeht. Sie hat auch Prognosen von 2015 bis 2045 gezeigt. Ein Szenario zeigt Folgendes: Vor allem im Gebiet Frutigen-Niedersimmental oder Simmental-Saanen ist eine Abnahme zu erwarten und nur eine schwache Zunahme im Raum Interlaken-Oberhasli. Alle anderen Regionen weisen jedoch Zunahmen auf. Die Herausforderungen stellen sich somit für sämtliche Gemeinden, doch sind sie sehr unterschiedlich. Ihr Fazit für den Kanton Bern war übrigens, dass es für die Teilräume Entwicklungsstrategien braucht, wobei sie vier Aspekte erwähnte. Zwei erwähne ich hier: Es braucht regionale Akteure, die überkommunal einzubeziehen sind und man muss auf Raumpioniere setzen.

Was schliessen wir jetzt daraus? Es braucht seitens des Kantons koordinative Massnahmen, wie dies unter Ziffer 1 gefordert wird. Die Arbeit fällt ohnehin für den Kanton an. Damit können das AGR oder die JGK letztlich auch interne Lösungen finden, um die bestehenden Stellen zu beauftragen, diese Problematik anzugehen. Aus Sicht der FDP braucht es keine neuen Stellen. Die FDP unterstützt alle drei Ziffern.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Die Motion ist den Grünen auch ein Anliegen und wir unterstützen sie grundsätzlich. Zwei Aspekte sind in diesem Zusammenhang sehr wichtig: Der sorgsame und haushälterische Umgang mit dem Boden und somit die Verdichtung nach innen ist ein sehr breit abgestütztes Gebot der Stunde. Und der Kanton muss in seinen Strukturen gestärkt werden. Ein Element dafür ist, dass genügend bezahlbare und lebenswerte Wohnungen und Quartiere vorhanden sind. So kann das Abfliessen von Steuersubstrat in andere Kantone, nur weil die Leute, die hier arbeiten, keine Wohnung finden, vermindert und die Steuerkraft des Kantons verbessert werden. Der vorliegende Vorstoss unterstützt diese beiden wichtigen Aspekte. Das entspricht auch einem der Ziele der Regierungsrichtlinien des Regierungsrats. Er postuliert dort nämlich, ich zitiere: «Im Mittelpunkt stehen dabei die Raumplanung mit einer Verdichtung nach innen, sowie die Standortentwicklung an zentralen Lagen».

Aber Achtung: Nur zu verdichten um des Verdichtens und der Gewinnmaximierung willen kann es nicht sein. Eine sorgfältige Siedlungsplanung und damit auch eine sorgfältige Areal- und Quartierentwicklung ist für die Sicherstellung der guten Strukturen von entscheidender Bedeutung. Nur wer an einem guten Ort wohnen und leben kann, bleibt wirklich hier im Kanton. Dabei soll trotz der Verdichtung grosses Gewicht auf die Qualität der Siedlungsentwicklung gelegt werden. Es darf dabei nicht nur um Verdichtung und Energieeffizienz gehen. Quartiere und Areale müssen unbedingt auch andere Qualitäten aufweisen. Die soziale Durchmischung, die Aussenraumgestaltung, Freiräume, Bereitstellung von Arbeits- und Gemeinschaftsräumen, die gute Anbindung an den öffentlichen Verkehr und anderes mehr sind unbedingt in die Quartierplanung und in die Qualitätskriterien einzubeziehen. So konzipierte Systeme ermöglichen das Arbeiten und Wohnen am gleichen Ort, bieten Freiräume und Lebensqualität und induzieren gleichzeitig nur noch wenig Mobilität. Dabei muss man nichts Neues erfinden, denn solche Kriterien sind bereits vorhanden. Ich erwähne hier das Label «2000-Watt-Areal» von Energiestadt oder das Konzept «Nachhaltige Quartiere». Hier sind die Anforderungen ausreichend formuliert und sie bieten ein Instrument, um solche Planungen sorgfältig, ausgewogen und eben qualitativ hochstehend auszuführen. Deshalb fordern wir, dass bei diesen Planungen und dort, wo es Mittel für die Unterstützung solcher Planungen gibt, solche Qualitätsanforderungen als Bedingung für die Auszahlung von Mitteln einbezogen und gefordert werden. Nur so können wir schlussendlich sicherstellen, dass die Siedlungsentwicklung nach innen, die immer eine recht heikle Sache ist, wirklich auch qualitativ hochstehend ist und langfristig ihren Wert behält.

In diesem Sinn unterstützt die grüne Fraktion alle Ziffern. Wie gesagt, unterstützen wir Ziffer 1 nur mit dem Additiv, dass die qualitativen Kriterien einbezogen werden und als Bedingung für die Auszahlung von Beiträgen aufgenommen werden. Wir unterstützen auch Ziffer 2. Bei Ziffer 3 sehen wir jetzt, dass es nicht um eine neue Stelle geht, sondern um eine bestehende. Wir unterstützen die Forderung nach verstärkter Koordination und auch die Forderung, dass diese Stelle dann wirklich auch für diese Anliegen zuständig ist.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich habe dem Präsidenten versprochen, dass ich nicht länger spreche als zwei Minuten. Bei uns stiess dieses Anliegen selbstverständlich auf offene Ohren. Alle drei Ziffern dieses Vorstosses sollten als Motion überwiesen werden und selbstverständlich auch als Postulat, wenn der Vorstoss gewandelt werden sollte. Wir sehen es eher als starkes Zeichen des Rates, dass sich das Aufgabengebiet bei der Regierung oder bei der Planungsdirektion ohnehin verändern wird. Wir haben ja das Baugesetz verabschiedet und dort kam unser Wille ganz klar zum Ausdruck: Siedlungsentwicklung nach innen.

Kleinere Gemeinden, die überfordert oder stark gefordert sind, sollen selbstverständlich diese Aufgaben in der notwendigen Qualität tatsächlich auch umsetzen können. Das ist sicher für die Stadt Bern oder für Köniz nicht relevant, aber hier spreche ich für die kleinen Gemeinden. Angesichts dessen, was zurzeit in Münsingen läuft, muss Münsingen auch zu den kleinen Gemeinden gezählt werden. Dort mussten wir den Auftrag geben, ein Konzept auszuarbeiten, damit dieses Thema endlich einmal substantiell angegangen wird und man von der Idee wegkommt, der Auftrag nach Siedlungsentwicklung nach innen sei erfüllt, wenn jedes Gebäude um ein Stockwerk erhöht wird. Es gehört vielmehr dazu. Für mich ist es nur selbstverständlich, dass die Direktion des Planungsdirektors diese Arbeit übernimmt; dies als ein an ihn gerichtetes Zeichen. Wir überweisen alle Ziffern dieser Motion.

Le président. Perfekt, ich bedanke mich im Namen des Grossen Rats. Vielleicht schaffen wir es noch, dieses Geschäft zu beenden.

Christoph Neuhaus, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektor. (*Monsieur Neuhaus salue en arabe la délégation libyenne*). Inhaltlich stehen wir uns ziemlich nahe, Herr Grossrat Haas. Als Planungsdirektor könnte ich fast unterschreiben, was Sie gesagt haben. Aber Differenzen haben wir bei der Art und Weise, wie die Schwerpunkte gesetzt werden sollen. Das Setzen von Schwerpunkten bedeutet eine neue Aufgabe. Dazu eine Klammerbemerkung: Als Grossrat können Sie das mit einer Erhöhung des Kredits oder mit Planungserklärungen an die Hand nehmen. Mit Ihrem politischen Entscheid lässt sich ohne grossen Aufwand etwas machen; Klammer geschlossen. Aber eine Fachstelle ESP Wohnen wäre eine neue Vollzugsaufgabe. Es ist unumgänglich, aktiv zu sein und zu koordinieren. Ich möchte auch hier eine Klammer öffnen: Man kann einen ESP Arbeiten nicht einfach für den Bereich Wohnen öffnen, denn sonst wird man auf einmal nur überall das Wohnen fördern und auf einmal haben wir gar keine Arbeitsplätze mehr; Klammer geschlossen. Für die Siedlungsschwerpunkte müsste man rund 20 Areale bearbeiten. Um eine aktive Bearbeitung zu gewährleisten würde dies das Einsetzen von rund einer Stelle bedeuten. Schwerpunkte bilden bedeutet, dass man in anderen Bereichen etwas wegnimmt. Der bestehende Kuchen wird nicht grösser, es werden lediglich die Stücke des Kuchens anders verteilt. Aus diesem Grund stimmt der Regierungsrat Ziffer 2 zu und lehnt die Ziffern 1 und 3 ab. (*Monsieur Neuhaus dit au revoir en arabe à la délégation libyenne*).

Le président. Wir stimmen ziffernweise darüber ab. Bei Ziffer 3 besteht noch ein Abschreibungsantrag der BDP. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 87

Non 44

Abstentions 2

Le président. Sie haben Ziffer 1 angenommen. Wer Ziffer 2 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	127
Non	5
Abstentions	2

Le président. Sie haben Ziffer 2 angenommen. Bitte bleiben Sie nach dieser Abstimmung im Saal und rennen Sie nicht gleich weg, ich möchte die Geschäfte dieser Direktion abschliessen. Wer Ziffer 3 der Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	86
Non	44
Abstentions	4

Le président. Sie haben Ziffer 3 angenommen. Wer Ziffer 3 abschreiben will, stimmt ja, wer das nicht will, stimmt nein.

Vote (ch. 3, classement)

Décision du Grand Conseil:

Classement

Oui	68
Non	64
Abstentions	2

Le président. Sie haben Ziffer 3 abgeschrieben.